

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 16 JUIN 2009

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., QUINTIN Y., DUBOIS G., POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN- STALPAERT P., BREUSE E., LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I., MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente excuse les membres suivants : SENECAUT M. et HALLOT J-P.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 07 AVRIL 2009 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 15 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions, le procès-verbal de la séance du 07 avril 2009 – partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 01 JUIN 2009 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 01 juin 2009, à savoir : 1.468.948,36 EUR.

3. FINANCES – I.E.H. – EMPRUNTS 2008 : IMMOBILISES ET CAPITAUX PENSIONS – CAUTIONNEMENT AUPRES DE LA BANQUE DEXIA – MODI- FICATION - APPROBATION

Attendu que le conseil d'administration d'IEH, ci-après dénommé l'emprunteur, a marqué accord, en date du 18 juin 2008, sur le lancement d'une procédure de marché public dans le but d'obtenir un emprunt de 19.340.000 € remboursable en 20 ans, destiné au financement des immobilisés 2008;

Attendu que l'emprunteur, par résolution du 8 octobre 2008, a décidé d'attribuer l'emprunt dont question ci-dessus, à Dexia Banque s.a.;

Attendu que cet emprunt doit être garanti par les communes associées, à concurrence d'un pourcentage total de 61,53 %, le solde étant garanti par Electrabel s.a.;

Attendu que le remboursement en capital et en intérêt est assuré par l'emprunteur;

LE CONSEIL COMMUNAL à l'unanimité :

Déclare se porter caution simple envers Dexia Banque, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais, et proportionnellement à la part de garantie qui lui est dévolue, c'est-à-dire **0,49%** de l'emprunt de 19.340.000,00 EUR contracté par l'emprunteur soient **95.716,33 €**.

Autorise Dexia Banque à porter au débit du compte courant de la commune, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. Pour information, l'administration garante recevra copie de la correspondance envoyée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.

S'engage à supporter les intérêts de retard calculés au taux du jour.

Autorise irrévocablement Dexia Banque à affecter les recettes en compte courant au paiement de toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui seraient portées au débit du compte courant de la commune de Jurbise.

Attendu d'autre part que l'emprunteur s'est engagé à rembourser immédiatement Dexia Banque le solde de sa dette en capital, intérêts et frais, en cas de liquidation, le Conseil Communal confirme les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par Dexia Banque.

En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des charges qui seraient portées en compte à la commune, celle-ci s'engage à faire parvenir directement auprès de Dexia Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette et en cas de retard, des intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure, calculés conformément à l'article 15, § 4 de l'annexe à l'AR du 26 septembre 1996, relatif aux marchés publics, et cela pendant la période de défaut de paiement.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la loi communale et aux décrets applicables.

4. FINANCES – I.E.H. – EMPRUNTS 2008 : IMMOBILISES ET CAPITAUX **PENSIONS – CAUTIONNEMENT AUPRES DE LA BANQUE ING – MODI-** **FICATION - APPROBATION**

Attendu que le conseil d'administration d'IEH, ci-après dénommé l'emprunteur, a marqué accord, en date du 18 juin 2008, sur le lancement d'une procédure de marché public dans le but d'obtenir un emprunt de 41.990.000 € remboursable en 20 ans, destiné au financement des capitaux pensions des agents retraités;

Attendu que l'emprunteur, par résolution du 8 octobre 2008, a décidé d'attribuer l'emprunt dont question ci-dessus, à ING Banque;

Attendu que cet emprunt doit être garanti par les communes associées, à concurrence d'un pourcentage total de 61,53 %, le solde étant garanti par Electrabel s.a.;

Attendu que le remboursement en capital et en intérêt est assuré par l'emprunteur;

LE CONSEIL COMMUNAL à l'unanimité :

Déclare se porter caution envers ING, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais, et proportionnellement à la part de garantie qui lui est dévolue, c'est-à-dire à concurrence de **0,49%** du montant de l'emprunt de 41.990.000,00 € contracté par l'emprunteur, soient **207.814,30 €**.

Autorise ING à porter au débit du compte courant de la commune de Jurbise, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. Pour information, l'administration garante recevra copie de la correspondance envoyée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.

S'engage à supporter les intérêts de retard calculés au taux du jour.

Attendu d'autre part que l'emprunteur s'est engagé à rembourser immédiatement à ING le solde de sa dette en capital, intérêts et frais, en cas de liquidation, le Conseil Communal confirme les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par ING.

S'engage à provisionner son compte auprès de cette institution bancaire pour le paiement des charges qui y seraient portées ou à défaut de l'existence d'un compte courant auprès de ING à provisionner le compte qui lui serait indiqué.

S'engage en cas de retard à y ajouter des intérêts de retard calculés au taux d'intérêts de la facilité de prêt marginal à la Banque centrale européenne en vigueur le dernier jour précédant celui au cours duquel le retard a eu lieu, augmenté d'une marge de 1,5% et ceci pendant la période de non-paiement.

La présente autorisation, donnée par la commune, vaut délégation irrévocable en faveur de ING.

La présente délibération est soumise à la tutelle conformément à la loi communale et aux décrets applicables.

5. FINANCES – I.G.H. – EMPRUNTS 2008 : IMMOBILISES ET CAPITAUX
PENSIONS – CAUTIONNEMENT AUPRES DE LA BANQUE DEXIA – MODI-
FICATION - APPROBATION

Attendu que le conseil d'administration d'IGH, ci-après dénommé l'emprunteur, a marqué accord, en date du 29 septembre 2008, sur le lancement d'une procédure de marché public dans le but d'obtenir un emprunt de 27.870.000,00 € remboursable en 20 ans, destiné au financement des immobilisés 2008;

Attendu que l'emprunteur, par résolution du 7 octobre 2008, a décidé d'attribuer l'emprunt dont question ci-dessus, à Dexia Banque s.a.;

Attendu que cet emprunt doit être garanti par les communes associées, à concurrence d'un pourcentage total de 44,54 %, le solde étant garanti par Electrabel s.a.;

Attendu que le remboursement en capital et en intérêt est assuré par l'emprunteur;

LE CONSEIL COMMUNAL à l'unanimité :

Déclare se porter caution simple envers Dexia Banque, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais, et proportionnellement à la part de garantie qui lui est dévolue, c'est-à-dire **0,08%** de l'emprunt de 27.870.000,00 € contracté par l'emprunteur, soient **23.044,00 €**

Autorise Dexia Banque à porter au débit du compte courant de la commune de Jurbise, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. Pour information, l'administration garante recevra copie de la correspondance envoyée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.

S'engage à supporter les intérêts de retard calculés au taux du jour.

Autorise irrévocablement Dexia Banque à affecter les recettes en compte courant au paiement de toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui seraient portées au débit du compte courant de la commune.

Attendu d'autre part que l'emprunteur s'est engagé à rembourser immédiatement Dexia Banque le solde de sa dette en capital, intérêts et frais, en cas de liquidation, le Conseil Communal confirme les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par Dexia Banque.

En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des charges qui seraient portées en compte à la commune ; celle-ci s'engage à faire parvenir directement auprès de Dexia Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette et en cas de retard, des intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure, calculés conformément à l'article 15, § 4 de l'annexe à l'AR du 26 septembre 1996, relatif aux marchés publics, et cela pendant la période de défaut de paiement.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la loi communale et aux décrets applicables.

**6. FINANCES – I.G.H. – EMPRUNTS 2008 : IMMOBILISES ET CAPITAUX
PENSIONS – CAUTIONNEMENT AUPRES DE LA BANQUE ING – MODI-
FICATION - APPROBATION**

Attendu que le conseil d'administration d'IGH, ci-après dénommé l'emprunteur, a marqué son accord, en date du 29 septembre 2008, sur le lancement d'une procédure de marché public dans le but d'obtenir un emprunt de 16.010.000 € remboursable en 20 ans, destiné au financement des capitaux pensions des agents retraités;

Attendu que l'emprunteur, par résolution du 7 octobre 2008, a décidé d'attribuer l'emprunt susmentionné à ING Banque;

Attendu que cet emprunt doit être garanti par les communes associées, à concurrence d'un pourcentage total de 44,54 %, le solde étant garanti par Electrabel s.a.;

Attendu que le remboursement en capital et en intérêt est assuré par l'emprunteur;

LE CONSEIL COMMUNAL à l'unanimité :

Déclare se porter caution envers ING, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais, et proportionnellement à la part de garantie qui lui est dévolue, **0,08%** du montant de l'emprunt de 16.010.000 EUR contracté par l'emprunteur soient **13.238 €**.

Autorise ING à porter au débit du compte courant de la commune de Jurbise, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. Pour information, l'administration garante recevra copie de la correspondance envoyée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.

S'engage à supporter les intérêts de retard calculés au taux du jour.

Attendu d'autre part que l'emprunteur s'est engagé à rembourser immédiatement à ING le solde de sa dette en capital, intérêts et frais, en cas de liquidation, le Conseil Communal confirme les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par ING.

S'engage à provisionner son compte auprès de cette institution bancaire pour le paiement des charges qui y seraient portées ou à défaut de l'existence d'un compte courant auprès de ING à provisionner le compte qui lui serait indiqué.

S'engage en cas de retard à y ajouter des intérêts de retard calculés au taux d'intérêts de la facilité de prêt marginal à la Banque centrale européenne en vigueur le dernier jour précédant celui au cours duquel le retard a eu lieu, augmenté d'une marge de 1,5% et ceci pendant la période de non-paiement.

La présente autorisation, donnée par la commune, vaut délégation irrévocable en faveur de ING.

La présente délibération est soumise à la tutelle conformément à la loi communale et aux décrets applicables.

**7. FINANCES – MARCHES PUBLICS DE SERVICE – FINANCEMENT DES
DEPENSES EXTRAORDINAIRES INSCRITES AU BUDGET COMMUNAL ET
FINANCEMENT DE DEPENSES EXTRAORDINAIRES INSCRITES AU BUDGET
2009 DU CENTRE PUBLIC DE L'ACTION SOCIALE – APPROBATION DES
MODIFICATIONS DU CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché ayant pour objet la conclusion des emprunts pour les investissements inscrits au budget communal et au budget du CPAS de l'exercice 2009;

Considérant que le Service Finances a établi un cahier des charges N° 2009-07-FB-EB pour le marché ayant pour objet "Financement de dépenses extraordinaires inscrites au budget 2009 de l'Administration communale et financement de dépenses extraordinaires inscrites au budget 2009 du Centre Public d'Action Sociale";

Considérant que ce marché a été présenté au Conseil Communal du 23 février 2009;

Considérant que le Conseil Communal a approuvé en séance du 23 février 2009 les conditions et mode de passation du présent marché;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ayant trait à l'exercice de la tutelle administrative sur les autorités locales;

Attendu que la Région Wallonne, Cellules des Marchés Publics, en date du 09 avril 2009, a apporté des modifications au cahier spécial des charges relatif au financement de dépenses extraordinaires inscrites au budget communal 2009 et le financement de dépenses extraordinaires inscrites au budget du Centre Public d'Action Sociale;

Attendu qu'il est demandé au Conseil Communal d'approuver ces modifications reprises au nouveau cahier des charges, annexé à la présente;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

DECIDE :

Par 17 voix pour et 2 abstentions

Article 1er. - D'approuver les modifications apportées par la Tutelle d'Annulation au cahier spécial des charges N°. 2009-07-FB-EB ayant pour objet "Financement de dépenses extraordinaires inscrites au budget 2009 de l'Administration communale et financement de dépenses extraordinaires inscrites au budget 2009 du Centre Public d'Action Sociale".

Article 2. - La présente délibération est exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

8. FINANCES – MARCHES PUBLICS DE FOURNITURE – FOURNITURE DE CHAUFFAGE POUR LES BATIMENTS DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE, DU CENTRE PUBLIC DE L'ACTION SOCIALE ET DES BATIMENTS DES CULTES. FOURNITURE DE GASOIL ROUTIER POUR LES VEHICULES DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE – APPROBATION DES MODIFICATIONS DU CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que l'Administration Communale de Jurbise a établi un cahier des charges N°: 2009-02-SG-EB pour le marché ayant pour objet "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, CPAS et Cultes et la fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, CPAS et Cultes. Fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale", le montant estimé s'élève à 203.175,00 € hors TVA ou 245.841,75 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que ce marché a été présenté au Conseil Communal du 23 février 2009;

Considérant que le Conseil Communal a approuvé en séance du 23 février 2009 les conditions et mode de passation du présent marché;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ayant trait à l'exercice de la tutelle administrative sur les autorités locales;

Attendu que la Région Wallonne, Cellules des Marchés Publics, en date du 06 avril 2009, a apporté des modifications au cahier spécial des charges relatif à la fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, CPAS et Cultes et la fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale;

Attendu qu'il est demandé au Conseil Communal d'approuver ces modifications reprises au nouveau cahier des charges, annexé à la présente;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil Communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

DECIDE:

Par 17 voix pour et 2 absentions.

Article 1er. - D'approuver les modifications apportées par la Tutelle au cahier spécial des charges N°. 2009-02-SG-EB ayant pour objet "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, C.P.A.S. et Cultes et la fourniture de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration Communale".

Article 2. - La présente délibération est exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

9. FINANCES – PRET ACCORDE SOUS LA GARANTIE DU SERVICE GENERAL DE GARANTIE DES INFRASTRUCTURES PRIVEES SUBVENTIONNEES D'UN MONTANT DE 30.018,99€ RELATIF A LA CONSTRUCTION D'UN BATIMENT SCOLAIRE A L'ECOLE D'ERBISOEUL - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, à l'unanimité, le prêt accordé sous la garantie du Service général de garantie des Infrastructures privées subventionnées d'un montant de 30.018,99€ relatif à la construction d'un bâtiment scolaire à l'école communale d'Erbisoeul (voir document en annexe).

**10. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT-BARTHELEMY A ERBAUT –
COMPTE 2008 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte 2008 se clôture au montant de 22.300,98 € en recettes et 19.299,13 € en dépenses, soit un excédent de 3.001,85 €. L'intervention communale est de 6.574,23 € au service ordinaire et de 7.999,00 au service extraordinaire.

Monsieur EGELS ne participe pas au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 16 voix pour et 2 abstentions, sur le Compte de l'exercice 2008 de la Fabrique d'église Saint Barthélemy à Erbaut.

**11. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT MARTIN A ERBISOEUL –
COMPTE 2008 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte 2008 se clôture au montant de 36.265,25 € en recettes et 20.811,99 € en dépenses, soit un excédent de 15.453,26 €. L'intervention communale est de 22.396,82 € au service ordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 2 abstentions, sur le Compte de l'exercice 2008 de la Fabrique d'église Saint Barthélemy à Erbaut.

**12. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE NOTRE DAME DU PERPETUEL
SECOURS A MASNUY-SAINT-JEAN – COMPTE 2008 - AVIS**

Le Compte 2008 se clôture au montant de 24.851,99 € en recettes et 10.537,33 € en dépenses, soit un excédent de 14.314,26 €. L'intervention communale est de 2.990,26 € au service ordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 2 abstentions, sur le Compte de l'exercice 2008 de la Fabrique d'église Saint Barthélemy à Erbaut.

13. I.G.R.E.T.E.C. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE LE 29 JUIN 2009 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C.;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune de Jurbise à l'Assemblée générale ordinaire de l'I.G.R.E.T.E.C. du 29/06/2009;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal les points 3 et 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'I.G.R.E.T.E.C.;

DECIDE à l'unanimité d'approuver:

Article 1^{er} :

- * le point 3 de l'ordre du jour, à savoir :
Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2008.
- * le point 4 de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du CA, du comité de surveillance et du collège des contrôleurs aux comptes pour l'exercice 2008.

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 16/06/2009.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC,
boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI pour le 23/06/2008 au plus tard.

- au Gouvernement Provincial.
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

14. I.P.F.H. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE LE 29 JUIN 2009 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune de Jurbise à l'Intercommunale I.P.F.H.;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que la commune/ville doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune/ville à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.P.F.H. du 29 juin 2009;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 1, 3 et 4 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal les points 1, 3 et 4 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H.;

DECIDE à l'unanimité d'approuver :

Article 1^{er} :

- * le point 1°) de l'ordre du jour, à savoir :
Modification statutaire.
- * le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2008.
- * le point 4°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres des organes de gestion et de contrôle ainsi qu'au réviseur pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2008.

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 16/06/2009.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'Assemblée générale, soit **pour le 22 juin 2009.**
- au Gouvernement Provincial.
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

15. I.E.H. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE LE 25 JUIN 2009 - APPROBATION

Mademoiselle MORCLETTE regrette de n'avoir pas pu disposer de toutes les pièces informatives.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune de Jurbise à l'Intercommunale I.E.H.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que la commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune/ville à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.E.H. du 25 juin 2009;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2 et 3 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points 2 et 3 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.E.H.;

DECIDE d'approuver :

Par 17 voix pour et 2 abstentions.

Article 1^{er} :

- * le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2008 – Approbation.
- * le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du conseil d'administration et au réviseur pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2008.

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 16/06/2009.

- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.E.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale.
- au Gouvernement provincial.
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

16. I.G.H. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE LE 25 JUIN 2009 - APPROBATION

Mademoiselle MORCRETTE regrette de n'avoir pas pu disposer de toutes les pièces informatives.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune de Jurbise à l'Intercommunale I.G.H.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que la commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune/ville à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.G.H. du 25 juin 2009;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2 et 3 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points 2 et 3 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.G.H.

Décide d'approuver :

Par 17 voix pour et 2 abstentions.

Article 1^{er} :

- * le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2008 – Approbation.
- * le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du conseil d'administration et au réviseur pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2008.

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 16/06/2009.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.G.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale.
- au Gouvernement provincial.
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

**17. I.D.E.A. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE LE 24 JUIN 2009 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes;

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale IDEA;

Considérant que la Commune de Jurbise a été mise en mesure de délibérer par courrier du 19 mai 2009;

Considérant que la Commune de Jurbise doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune de Jurbise à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 24 juin 2009;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale adressé par l'IDEA;

Considérant que les délégués rapportent à l'assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux administrateurs et aux membres du collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause;

- **Considérant** que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le rapport d'activité du Conseil d'Administration pour l'exercice 2008;

Considérant qu'en date du 13 mai 2009, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de rapport d'activité et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux/provinciaux les informant que le projet de rapport d'activité est disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre commune ;

- **Considérant** que les **deuxième, troisième et quatrième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation et l'approbation du Bilan et du compte de Résultats et sur le rapport du Réviseur;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2008 et qu'un courrier courrier a été adressé à tous les conseillers communaux/provinciaux les informant que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre commune ;

- **Considérant** que le **cinquième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux administrateurs et au Réviseur;

Qu'en effet, conformément à l'article 23 des statuts de l'IDEA, l'Assemblée générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2008, aux administrateurs et au Réviseur;

- **Considérant** que le **sixième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'augmentation de capital du secteur II suite à l'affiliation au secteur Propreté Publique (parcs à conteneurs) de la commune de Dour qui, par délibération de son Conseil communal du 27 avril 2009, a décidé de confier la gestion de son parc à conteneurs à dater du 1^{er} juillet 2009;

Considérant que conformément aux dispositions statutaires et sur base de la population de cette commune au 1^{er} janvier 2008, la souscription relative à cette affiliation correspond à 2.231 parts de 25 € soit une nouvelle participation au capital du secteur propreté publique de 55.775 €;

Pour rappel, la Commune de Dour s'est affiliée au Secteur Propreté Publique lors de l'Assemblée Générale du 17 décembre 2008 pour l'activité de collectes sélectives avec effet au 1^{er} janvier 2009.

La souscription globale pour les 2 activités est donc de 111.550 €. Cette augmentation de capital s'inscrit dans le cadre d'une modification de la part variable du capital du secteur propreté publique. Le mode de libération des nouvelles parts ainsi souscrites est le suivant :

- versement immédiat d'une somme de 81.216 € sur le compte de l'Intercommunale dès réception par la commune du prix de cession relatif aux infrastructures du parc à conteneurs;
- versement d'une tranche de 15.167 € au 01/01/2010

- versement d'une tranche de 15.167 € au 01/01/2011.
- **Considérant** que le **septième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA;

Considérant que le Conseil d'Administration du 13 mai 2009 a approuvé les tarifs dont question sous objet et se rapportant aux missions :

- *d'assistance à la maîtrise d'ouvrage;*
 - *d'auteur de projet (étude et direction);*
 - *d'établissement des dossiers de demande de permis d'urbanisme, de permis unique, de permis d'environnement, des déclarations préalables;*
 - *d'établissement des dossiers d'acquisition des emprises, de location et d'autres transactions;*
 - *de vérification des états d'avancement;*
 - *de surveillance des travaux;*
 - *de coordination sécurité santé phase projet;*
 - *de coordination sécurité santé phase réalisation;*
 - *d'audit énergétique, étude de pré-faisabilité, cadastre énergétique, campagne de mesure*
 - *de rénovation urbaine.*
- **Considérant** le que **huitième point** porte sur une modification de la composition du Conseil d'Administration;

En date du 28 janvier 2009, le Conseil d'Administration de l'IDEA a acté la démission des fonctions de Monsieur Manuel MORAIS qui a été remplacé par Monsieur Ahmed RYADI.

En date du 13 mai 2009, le Conseil d'Administration de l'IDEA a acté la démission des fonctions de Monsieur Emile NORMAND qui a été remplacé par Monsieur Pascal ANTHONISSENS.

DECIDE à l'unanimité :

Article 1^{er} :

- d'approuver le rapport d'activité 2008.

Article 2 :

- d'approuver les comptes 2008.

Article 3 :

- de donner décharge aux Administrateurs et au Réviseur pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2008.

Article 4 :

- d'approuver l'affiliation au 1^{er} juillet 2009 de la commune de Dour au secteur Propreté publique pour l'activité de gestion du parc à conteneurs et l'augmentation de capital y afférente à savoir 2.231 parts à 25 € soit 55.775 € ainsi que le mode de libération du capital.
- d'approuver que l'affiliation de la commune de Dour à la collecte sélective et parc à conteneurs correspond à la souscription de 2 x 2.231 parts à 25 € soit une souscription globale de 111.550 €.
- d'approuver que cette augmentation de capital s'inscrit dans le cadre d'une modification de la part variable du capital du secteur propreté publique.
- d'approuver le mode de libération des nouvelles parts ainsi souscrites soit :
 - par versement immédiat d'une somme de 81.216 € sur le compte de l'Intercommunale dès réception par la commune du prix de cession relatif aux infrastructures du parc à conteneurs;
 - par versement d'une tranche de 15.167 € au 01/01/2010;
 - par versement d'une tranche de 15.167 € au 01/01/2011.

Article 5 :

- d'approuver les tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA, à savoir les tarifs pour les missions suivantes :
 - *d'assistance à la maîtrise d'ouvrage;*
 - *d'auteur de projet (étude et direction);*
 - *d'établissement des dossiers de demande de permis d'urbanisme, de permis unique, de permis d'environnement, des déclarations préalables;*
 - *d'établissement des dossiers d'acquisition des emprises, de location et d'autres transactions;*
 - *de vérification des états d'avancement;*
 - *de surveillance des travaux;*
 - *de coordination sécurité santé phase projet;*
 - *de coordination sécurité santé phase réalisation;*
 - *d'audit énergétique, étude de pré-faisabilité, cadastre énergétique, campagne de mesure*
 - *de rénovation urbaine.*

Article 6 :

- d'approuver la désignation de Monsieur Ahmed RYADI et de Monsieur Pascal ANTHONISSENS en tant qu'administrateurs de l'IDEA.

Article 7 :

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 16/06/2009.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale I.D.E.A.
- au Gouvernement Provincial.

➤ au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

**18. I.D.E.T.A. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE LE 24 JUIN 2009 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale IDETA;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communale du 13 mars 2007;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune de Jurbise à l'Assemblée générale Ordinaire d'IDETA le 24 juin 2009;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Présentation et approbation du Rapport de gestion du Conseil d'administration 2008
2. Présentation du bilan et du compte de résultats 2008
3. Rapport du Commissaire Réviseur
4. Décharge aux administrateurs
5. Décharge au Commissaire Réviseur
6. Divers

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IDETA;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1^{er} :

- D'approuver le point n° 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA Présentation et approbation du Rapport de gestion du Conseil d'administration 2008.

- D'approuver le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA Présentation du bilan et du compte de résultats 2008.
- D'approuver le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA Rapport du Commissaire Réviseur.
- D'approuver le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA Décharge aux administrateurs.
- D'approuver le point n° 5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA Décharge au Commissaire Réviseur.
- D'approuver le point n° 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA Divers.

Article 2 :

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 13 mars 2007, seront chargés lors de l'Assemblée générale du mercredi 24 juin 2009, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée.

Article 3 :

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Intercommunale IDETA, à Monsieur le Receveur Communal ainsi qu'au département administratif

**19. I.T.R.A.D.E.C. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE LE 25 JUIN 2009 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'ITRADEC,

Vu les dispositions de la Nouvelle Loi communale,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu le décret relatif aux intercommunales wallonnes promulgué par le Gouvernement wallon le 05.12.1996,

Vu le décret du 19.07.2006 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et en particulier son article L1523-12,

Décide à l'unanimité :

Article 1^{er} :

- D'approuver le point 1 de l'ordre du jour, à savoir : Désignation des scrutateurs.
- D'approuver le point 2 de l'ordre du jour, à savoir : Rapport de gestion pour l'exercice 2008 – bilan et compte de résultat 2008 – rapport du Collège des contrôleurs aux comptes – Affectation du résultat de l'exercice écoulé.
- D'approuver le point 3 de l'ordre du jour, à savoir : Décharge à donner aux administrateurs et au Collège des contrôleurs aux comptes.
- D'approuver le point 4 de l'ordre du jour, à savoir : Approbation du procès-verbal de la présente assemblée.

Article 2

- La présente délibération sera transmise à l'intercommunale ITRADEC, rue du Champ de Ghislage 1 – 7021 HAVRE – Fax : 065/87.90.80.
- au Gouvernement provincial.
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

20. C.I.S.C.M. – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE LE 23 JUIN 2009 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

- qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M. du 23 juin 2009;
- que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;
- qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M.;

Décide à l'unanimité d'approuver :

Article 1^{er} :

- le point 1 de l'ordre du jour :
Modification des statuts sociaux du C.I.S.C.M. (définition des critères de pondération).

- le point 2 de l'ordre du jour :
Rapport de gestion du C.I.S.C.M.
- le point 3 de l'ordre du jour :
Présentation et approbation des comptes de l'exercice 2008 – Rapport du réviseur d'entreprise.
- le point 4 de l'ordre du jour :
Adoption du bilan.
- le point 5 de l'ordre du jour :
Décharge à donner aux Administrateurs, aux commissaires et au commissaire réviseur pour l'exercice social écoulé.
- le point 6 de l'ordre du jour :
Honoraires des médecins rémunérés à la prestation – décision.
- le point 7 de l'ordre du jour :
Approbation du procès-verbal de la présente séance.

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 16/06/2009.

Article 3

- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale C.I.S.C.M.
- au Gouvernement provincial.
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

21. C.H.U. AMBROISE PARE – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE LE 24 JUIN 2009 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune de Jurbise à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale CHU Ambroise Paré du 24 juin 2009;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale CHU Ambroise Paré;

Décide à l'unanimité approuver :

Article 1^{er} :

- Le procès-verbal de la séance du 19 décembre 2008;
- La désignation du Docteur Pierre LEBLICQ en qualité d'Administrateur représentant l'ASBL des Médecins de Saint-Georges en remplacement du Docteur Pierre LEICH;
- Le rapport annuel de gestion – année 2008;
- La présentation des comptes relatifs à l'exercice 2008;
- Le rapport du Commissaire – Réviseur;
- Le rapport du Collège des Contrôleurs;
- Les comptes 2008;
- La décharge aux Administrateurs, aux membres du Collège des Contrôleurs et au Commissaire-Réviseur;
- Le transfert de la participation détenue par le groupe Ethias dans l'Intercommunale à la nouvelle entité ATHIAS S.A.;
- La Prise d'acte du Décret wallon relatif au Centre Hospitalier Psychiatrique « Le Chêne aux Haies ».

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 16 juin 2009.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

22. JURIDIQUE – CONVENTION DANS LE CADRE DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE (PPP) POUR LES TRAVAUX D'EXTENSION DE L'ECOLE

D'ERBISOEUL - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Décret du 14 novembre 2008 relatif au programme de financement exceptionnel de projets de rénovation, construction, reconstruction ou extension de bâtiments scolaires via des partenariats public/privé;

Vu l'accord du Collège communal en sa séance du 07 novembre 2008 sur le projet de rénovation PPP n° 246, communiqué à la Communauté française le 08 novembre 2008;

Vu le courrier de la Communauté française du 07 avril 2009, confirmant que les travaux de rénovation et d'extension de l'Ecole communale d'Erbisoeul sont repris dans la liste des projets éligibles à la première phase de financement exceptionnel des bâtiments scolaires via un partenariat public/privé;

Vu la convention de gestion de projet entre la Communauté française de Belgique (Pouvoir adjudicateur) et la Commune de Jurbise (Pouvoir organisateur de l'Ecole communale fondamentale d'Erbisoeul) – Projet PPP n°246;

Attendu qu'il relève des compétences du Conseil communal d'approuver cette convention de gestion de projet entre la Communauté française de Belgique et la Commune de Jurbise;

Attendu qu'il est demandé au Pouvoir organisateur de renvoyer la convention, complétée, paraphée et signée par les autorités compétentes, et en deux exemplaires, à la Communauté française pour le 21 juin 2009 au plus tard ;

Attendu qu'il est également demandé au Pouvoir organisateur de soumettre cette convention, ainsi que les pièces justificatives, à son autorité de tutelle dans les 10 jours suivant la prise de cette décision par le Conseil communal;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1^{er} - La convention de gestion de projet entre la Communauté française de Belgique (Pouvoir adjudicateur) et la Commune de Jurbise (Pouvoir organisateur de l'Ecole communale fondamentale d'Erbisoeul) – Projet PPP n°246 est approuvée.

Article 2 - La convention sera envoyée à l'autorité de tutelle, avec ses pièces justificatives, dans les 10 jours suivant la décision prise par le Conseil communal.

Article 3 - La convention sera envoyée à la Communauté française, avec ses pièces justificatives et en deux exemplaires, pour le 21 juin au plus tard.

23. MARCHE PUBLIC – ACQUISITION DE VETEMENTS ET DE CHAUSSURES DE TRAVAIL POUR LE PERSONNEL COMMUNAL ET CELUI DU C.P.A.S. – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, CONDITIONS ET MODE DE PASSATION

DU MARCHE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2009-19-SG-FB pour le marché ayant pour objet "Achat de vêtements et de chaussures de travail pour le C.P.A.S. et le personnel ouvrier";

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- Lot 1 : Achat de vêtements de travail pour le personnel ouvrier communal, estimé à 20.000,00 € hors TVA ou 24.200,00 €, 21 % TVA comprise;
- Lot 2 : Achat de vêtements de travail pour le personnel du C.P.A.S., estimé à 18.000,00 € hors TVA ou 21.780,00 €, 21 % TVA comprise;
- Lot 3 : Achat de chaussures de travail pour le personnel ouvrier communal, estimé à 7.100,00 € hors TVA ou 8.591,00 €, 21 % TVA comprise;
- Lot 4 : Achat de chaussures de travail pour le personnel du C.P.A.S., estimé à 7.500,00 € hors TVA ou 9.075,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Achat de vêtements et de chaussures de travail pour le CPAS et le personnel ouvrier", le montant estimé s'élève à 52.600,00 € hors TVA ou 63.646,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par appel d'offres général;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2009, article 421/12405.2009, 8351/12405.2009, 8441/12405.2009 et 8443/12405.2009;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2009-19-SG-FB et le montant estimé du marché ayant pour objet "Achat de vêtements et de chaussures de travail pour le C.P.A.S. et le personnel ouvrier", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 52.600,00 € hors TVA ou 63.646,00 €, 21 % TVA comprise.

Le marché est divisé en lots:

- Lot 1: Achat de vêtements de travail pour le personnel ouvrier communal, estimé à 20.000,00 € hors TVA ou 24.200,00 €, 21 % TVA comprise;
- Lot 2: Achat de vêtements de travail pour le personnel du C.P.A.S., estimé à 18.000,00 € hors TVA ou 21.780,00 €, 21 % TVA comprise;
- Lot 3: Achat de chaussures de travail pour le personnel ouvrier communal, estimé à 7.100,00 € hors TVA ou 8.591,00 €, 21 % TVA comprise;
- Lot 4: Achat de chaussures de travail pour le personnel du C.P.A.S., estimé à 7.500,00 € hors TVA ou 9.075,00 €, 21 % TVA comprise;

Article 2. - Le marché précité est attribué par appel d'offres général.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget ordinaire de l'exercice 2009, article 421/12405.2009, 8351/12405.2009, 8441/12405.2009 et 8443/12405.2009.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

24. MARCHE PUBLIC – POSE D'UN MUR D'ENCEINTE (DEPOT COMMUNAL + HANGAR SERVICE DES TRAVAUX) – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, CONDITIONS ET MODE DE PASSATION DU MARCHE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2009-25-SG-RP pour le marché ayant pour objet "Construction d'un mur d'enceinte et pose d'un portail";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Construction d'un mur d'enceinte et pose d'un portail", le montant estimé s'élève à 20.661,16 € hors TVA ou 25.000,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 421/72153.2009;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2009-25-SG-RP et le montant estimé du marché ayant pour objet "Construction d'un mur d'enceinte et pose d'un portail", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 20.661,16 € hors TVA ou 25.000,00 €, 21 % TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 421/72153.2009.

Article 4. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**25. MARCHE PUBLIC – REMPLACEMENT DU PARC INFORMATIQUE –
AVENANT AU MARCHE - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Collège communal du 7 avril 2009 relative à l'attribution du marché ayant pour objet "Remplacement et installation du parc informatique pour la Commune et le CPAS de Jurbise" à la firme FLAG 2000, Chemin des Artisans 3c à 5150 Floreffe pour le montant d'offre contrôlé de 49.263,34 € hors TVA ou 59.608,64 €, 21 % TVA comprise, et où il est précisé que l'exécution doit répondre aux conditions fixées par le cahier spécial des charges N° 2009-06-SG-FB;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

- une extension de la garantie proposée sur toutes les stations de travail, au nombre de 35 (Care Pack);
- l'achat d'une station de travail supplémentaire complète (comprenant écran, station, UPS, clavier, souris, lecteur e-ID, licence MS Office Pro, haut-parleurs) pour le Centre Public d'Action social;
- la décision de choisir certaines options proposées (options imposées par le Cahier Spécial des Charges) par l'adjudicataire, à savoir :
 - le choix de licence MS Office Pro OVL Gouvernemental pour tous les utilisateurs;
 - des claviers, écrans et Docking Stations pour les trois ordinateurs portables;
- l'achat d'un système d'alimentation redondante pour les trois serveurs, destiné à sécuriser au maximum l'alimentation des serveurs en cas de panne de l'alimentation principale.

Vu l'avenant de 8.847,03 € hors TVA ou 10.704,91 €, 2 % TVA comprise, approuvé par le Collège communal en sa séance du 02 juin 2009, et qui atteint 17,96 % du montant initial;

Vu que le montant total de la commande après l'avenant s'élève maintenant à 70.313,55 € TVA comprise;

Vu l'avis favorable du Service Juridique;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 104/72360.2009 (n° de projet 2009-0001) et 104/74253.2009 (n° de projet 2009-0006);

DECIDE :

Par 17 voix pour et 2 abstentions.

Article 1er. D'approuver l'avenant du marché ayant pour objet "Remplacement et installation du parc informatique pour la Commune et le CPAS de Jurbise" pour le montant total en plus de 8.847,03 € hors TVA ou 10.704,91 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Les coûts de cet avenant sont imputés au budget 2009, à l'article 104/72360.2009 (n° de projet 2009-0001) et 104/74253.2009 (n° de projet 2009-0006) du budget extraordinaire.

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**26. MARCHE PUBLIC – PROGRAMMES PRIORITAIRES DES TRAVAUX (PPT) -
MISE EN CONFORMITE INCENDIE DANS L'ECOLE COMMUNALE
D'ERBISOEUL – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, CONDITIONS ET MODE
DE PASSATION DU MARCHE - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2009-28-SG-FB pour le marché ayant pour objet "Mise en conformité incendie de l'Ecole communale d'Erbisoeul";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Mise en conformité incendie de l'Ecole communale d'Erbisoeul", le montant estimé s'élève à 18.181,82 € hors TVA ou 22.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par appel d'offres général;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 722/72360.2009 (n° de projet 2009-0020);

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt et subsides ;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2009-28-SG-FB et le montant estimé du marché ayant pour objet "Mise en conformité incendie de l'Ecole communale d'Erbisoeul", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 18.181,82 € hors TVA ou 22.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par appel d'offres général.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 722/72360.2009.

Article 4. - Le maximum de subsides sera demandé aux instances subsidiantes (Ministère de la Communauté française - Administration générale de l'Infrastructure - Programme Prioritaire de Travaux).

Article 5. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**27. MARCHE PUBLIC – PROGRAMMES PRIORITAIRES DES TRAVAUX (PPT) –
MISE EN CONFORMITE INCENDIE DANS L'ECOLE COMMUNALE
D'HERCHIES – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, CONDITIONS ET MODE
DE PASSATION DU MARCHE – APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que le Service Juridique a établi un cahier des charges N° 2009-30-SG-RP pour le marché ayant pour objet "Mise en conformité incendie de l'Ecole communale d'Herchies";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Mise en conformité incendie de l'Ecole communale d'Herchies", le montant estimé s'élève à 21.487,60 € hors TVA ou 26.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par appel d'offres général;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 722/72360.2009 (n° de projet 2009-0020);

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt et subsides ;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. 2009-30-SG-RP et le montant estimé du marché ayant pour objet "Mise en conformité incendie de l'Ecole communale d'Herchies", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 21.487,60 € hors TVA ou 26.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par appel d'offres général.

- Article 3.** - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 722/72360.2009 (n° de projet 2009-0020).
- Article 4.** - Le maximum de subsides sera demandé aux instances subsidiantes (Ministère de la Communauté française - Administration générale de l'Infrastructure - Programme Prioritaire de Travaux).
- Article 5.** - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.
- Article 6.** - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
-

28. TRAVAUX – CONTRAT D'ENTREPRISE RELATIF A L'EGOUTTAGE DES RUES FRANC BOUDIN ET D'ERBISOEUL A HERCHIES – AVENANT N°3 – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité de procéder à des travaux supplémentaires dans le cadre de l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul;

Vu la délibération du Conseil Communal, en sa séance du 13.06.2006, approuvant le cahier spécial des charges et le devis estimatif, fixant le mode de passation de marché et les critères de sélection qualitative;

Vu la délibération du Collège Communal, en sa séance du 12.11.2007, désignant la S.A. TRAVEXPLOIT à Ragnies en qualité d'adjudicataire au montant de 499.912,53 EUR T.V.A.C. pour exécuter les travaux d'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul;

Vu le contrat d'agglomération n°53044/02-53044 conclu le 26.04.2004 entre la Commune de Jurbise, la Région Wallonne, la S.P.G.E. et l'I.D.E.A.;

Vu l'avenant n° 1 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul – établi par le Hainaut Ingénierie Technique et ce au montant de 71.023,40 EUR hors T.V.A. subventionné par la S.P.G.E. approuvé lors du Conseil Communal du 07 septembre 2008;

Vu l'avenant n° 2 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul – établi par le Hainaut Ingénierie Technique et ce au montant de 12.479,45 EUR hors T.V.A. subventionné par la S.P.G.E. approuvé lors du Conseil Communal du 07 avril 2009 ;

Vu l'avenant n° 3 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul – établi par le Hainaut Ingénierie Technique et ce au montant de 43.518,38 € T.V.A.C. subsidiés par la SPGE et la Région Wallonne;

Attendu que l'avenant n° 3 entraîne une augmentation du montant du marché de 43.518,38 EUR T.V.A.C.;

Vu l'inscription d'un montant de 207.880,02 EUR à l'article 877.05/732-60.2007 du budget extraordinaire de l'exercice 2009;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver l'avenant n°3 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul;

Décide :

Par 17 voix pour et 2 abstentions.

Article 1^{er} – D'approuver l'avenant n°3 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul, et ce au montant de 43.518,38 EUR T.V.A.C. subventionné par la S.P.G.E. et la Région Wallonne.

Article 2. - D'octroyer à l'entrepreneur un délai supplémentaire de 10 jours ouvrables pour réaliser les travaux définis dans le présent avenant.

Article 3. – De soumettre le présent dossier à l'approbation à l'I.D.E.A.

Article 4. – De transmettre extrait de la présente délibération au Hainaut Ingénierie Technique, à l'I.D.E.A. et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

29. TRAVAUX – CONTRAT D'ENTREPRISE RELATIF A L'EGOUTTAGE DES RUES FRANC BOUDIN ET D'ERBISOEUL A HERCHIES – AVENANT N°4 – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité de procéder à des travaux supplémentaires dans le cadre de l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul;

Vu la délibération du Conseil Communal, en sa séance du 13.06.2006, approuvant le cahier spécial des charges et le devis estimatif, fixant le mode de passation de marché et les critères de sélection qualitative;

Vu la délibération du Collège Communal, en sa séance du 12.11.2007, désignant la S.A. TRAVEXPLOIT à Ragnies en qualité d'adjudicataire au montant de 499.912,53 EUR T.V.A.C. pour exécuter les travaux d'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul;

Vu le contrat d'agglomération n°53044/02-53044 conclu le 26.04.2004 entre la Commune de Jurbise, la Région Wallonne, la S.P.G.E. et l' I.D.E.A.;

Vu l'avenant n°1 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul – établi par le Hainaut Ingénierie Technique et ce au montant de 71.023,40 EUR hors T.V.A. subventionné par la S.P.G.E. approuvé lors du Conseil Communal du 07 septembre 2008;

Vu l'avenant n°2 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul – établi par le Hainaut Ingénierie Technique et ce au montant de 12.479,45 EUR hors T.V.A. subventionné par la S.P.G.E. approuvé lors du Conseil Communal du 07 avril 2009 ;

Vu l'avenant n°3 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul – établi par le Hainaut Ingénierie Technique et ce au montant de 43.518,38 € T.V.A.C. subsidiés par la SPGE et la Région Wallonne;

Vu l'avenant n° 4 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul- établi par Hainaut Ingénierie Technique entraînant un délai de 19 jours supplémentaires suite à des circonstances non imputables à l'adjudicataire, faisant suite à sa demande du 13/02/09;

Attendu que l'avenant n° 4 entraîne une augmentation du délai de 19 jours supplémentaires;

Vu l'inscription d'un montant de 207.880,02 EUR à l'article 877.05/732-60.2007 du budget extraordinaire de l'exercice 2009;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver l'avenant n°4 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues des Franc Boudin et d'Erbisoeul;

Décide :

Par 17 voix pour et 2 abstentions.

Article 1^{er} - D'approuver l'avenant n°4 au contrat d'entreprise relatif à l'égouttage des rues Franc Boudin et d'Erbisoeul, entraînant une augmentation du délai de 19 jours ouvrables.

Article 2. - De soumettre le présent dossier à l'approbation à l'I.D.E.A.

Article 3. - De transmettre extrait de la présente délibération au Hainaut Ingénierie Technique, à l'I.D.E.A. et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

30. TRAVAUX – ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE DE VOIRIES – EXERCICE 2009
- LOT 1 – CHEMIN DE SOIGNIES – CAHIER SPECIAL DES CHARGES,
PLANS, METRES ET DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE
PASSATION DU MARCHE ET DES CRITERES DE SELECTION
QUALITATIVE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu l'attribution du marché de conception pour le marché ayant comme objet "Travaux d'entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2009 - Lot 1- Chemin de Soignies" à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon;

Considérant que l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon a établi un cahier des charges N° TC/09/M/001/lot 1 pour le marché ayant pour objet "Travaux d'entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2009 - Lot 1- Chemin de Soignies";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Travaux d'entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2009 - Lot 1- Chemin de Soignies", le montant estimé s'élève à 15.089,20 € hors TVA ou 18.257,93 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 42101/73560.2009 (n° de projet 2009-0013);

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. TC/09/M/001/lot 1 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Travaux d'entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2009 - Lot 1- Chemin de Soignies", établis par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 15.089,20 € hors TVA ou 18.257,93 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 42101/73560.2009 (n° de projet 2009-0013).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

31. TRAVAUX – ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE DE VOIRIES – EXERCICE 2009
- LOT 2 – RUE DU BOIS DE GENLY – CAHIER SPECIAL DES CHARGES,
PLANS, METRES ET DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE
PASSATION DU MARCHE ET DES CRITERES DE SELECTION
QUALITATIVE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu l'attribution du marché de conception pour le marché ayant comme objet "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2009 - Lot 2 - Rue du Bois de Genly" à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon;

Considérant que l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon a établi un cahier des charges N° TC/09/M/001/Lot 2 pour le marché

ayant pour objet “Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2009 - Lot 2 - Rue du Bois de Genly”;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2009 - Lot 2 - Rue du Bois de Genly”, le montant estimé s’élève à 46.050,00 € hors TVA ou 55.720,50 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu’il est donc proposé d’attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l’exercice 2009, article 42101/73560.2009 (n° de projet 2009-0013);

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

DECIDE à l’unanimité :

Article 1er. - D’approuver le cahier des charges N°. TC/09/M/001/Lot 2 et le montant estimé du marché ayant pour objet “Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2009 - Lot 2 - Rue du Bois de Genly”, établis par l’auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 46.050,00 € hors TVA ou 55.720,50 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l’article 1 sera financé au budget extraordinaire de l’exercice 2009, article 42101/73560.2009 (n° de projet 2009-0013).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l’Autorité supérieure.

32. TRAVAUX – ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE DE VOIRIES – EXERCICE 2009
- LOT 3 – RUE DE FRANQUEGNIES ET CHEMIN DES VACHERS – CAHIER
SPECIAL DES CHARGES, PLANS, METRES ET DEVIS ESTIMATIF,
FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE ET DES CRITERES DE
SELECTION QUALITATIVE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l’article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu l'attribution du marché de conception pour le marché ayant comme objet "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2009 - Lot 3 - Rue de Francquegnies et chemin des Vachers" à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon;

Considérant que l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon a établi un cahier des charges N° TC/09/M/001/Lot 3 pour le marché ayant pour objet "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2009 - Lot 3 - Rue de Francquegnies et chemin des Vachers";

Considérant que, pour le marché ayant pour objet "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2009 - Lot 3 - Rue de Francquegnies et chemin des Vachers", le montant estimé s'élève à 18.900,00 € hors TVA ou 22.869,00 €, 21%TVA comprise;

Considérant qu'il est donc proposé d'attribuer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 42101/73560.2009 (n° de projet 2009-0013);

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N°. TC/09/M/001/Lot 3 et le montant estimé du marché ayant pour objet "Entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2009 - Lot 3 - Rue de Francquegnies et chemin des Vachers", établis par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant est estimé à 18.900,00 € hors TVA ou 22.869,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - Le marché précité est attribué par procédure négociée sans publicité.

Article 3. - Le marché dont question à l'article 1 sera financé au budget extraordinaire de l'exercice 2009, article 42101/73560.2009 (n° de projet 2009-0013).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

33. QUESTIONS ORALES

Messieurs BREUSE et MULLER font diverses remarques sur la signalisation routière et sur la vitesse des véhicules.

Monsieur MULLER questionne la Présidente sur les modalités de réunions de la C.C.A.T.M.

Celle-ci s'en explique.

HUIS-CLOS

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,